

2 Mai 2023

Monnaie et concours à l'économie – France • Mars 2023

Le financement de l'économie reste dynamique et les dépôts continuent à augmenter globalement avec des arbitrages en faveur des dépôts rémunérés

- En mars 2023, les ressources résidentes des institutions financières monétaires (IFM) incluses dans M3 progressent de + 3,9 % en rythme annuel (après + 4,1 % en février - cf. tableau 2). L'encours de dépôts s'accroît de 11 Mds€ : les dépôts rémunérés (M2-M1) augmentent de 29,9 Mds€, tandis que les dépôts à vue (M1) diminuent de 18,9 Mds€. La masse monétaire évolue ainsi sous l'effet des arbitrages entre dépôts rémunérés et non rémunérés, et en raison de la poursuite de la croissance générale de la monnaie et du crédit. Dans le détail :
 - La croissance annuelle des dépôts rémunérés (M2 – M1) atteint +20,5 % en mars (après + 17,9 % en février), sous l'effet conjugué de la vive progression des dépôts à terme inférieurs à 2 ans (+ 116,1 % en mars, après + 94,8 % en février) et, dans une moindre mesure, des comptes sur livrets (+6,5 % en mars, après +6,9 % en février).
 - L'encours de dépôts à vue poursuit sa réduction (- 8,1 % en rythme annuel en mars, après - 6,7 % en février).
 - L'appétit pour les titres d'OPC monétaires s'accroît +13,0 %, après + 3,0 % en février.
- Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, le taux de croissance de la composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro atteint + 5,1 % en mars 2023 (après + 5,7 % en février) :
 - En mars 2023, les financements accordés par les IFM au secteur privé augmentent moins rapidement qu'en février (+ 3,9 %, après + 4,5 %) mais restent dynamiques (cf. tableau 3), que ce soit pour les financements accordés aux ménages (+ 4,3 % en mars après +4,6 % en février) ou aux sociétés non financières (+ 6,4 % en mars après 6,9 % en février).
 - La croissance des concours des IFM au secteur public se tasse légèrement en mars (+ 1,5 % après +2,4 % en février).

Tableau 1 - France : M3 et concours à l'économie

Mars 2023 (flux cumulés sur 12 mois)			
Total des emplois	110,6	Total des ressources	110,6
Concours au secteur public résident	17,5	Ressources résidentes incluses dans M3	110,4
dont crédits	-1,3	M1	-124,8
dont titres	18,7	M2 - M1	197,5
Concours au secteur privé résident	135,6	M3 - M2	37,7
dont crédits aux ménages	71,2	Ressources de long terme (a)	0,2
dont crédits aux SNF	80,4		
Concours extérieurs nets	-94,0		
Divers (b)	51,6		

(a) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations), or et DTS de la Banque de France

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 2 - France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

Décomposition de la composante française de M3	Encours (en Mds €)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux (en Mds €) (a)	
		mars-23	févr-23	mars-23	févr-23
Dépôts à vue	1 411	-6,7	-8,1	-20,9	-18,9
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 411	-6,7	-8,1	-20,9	-18,9
Dépôts à terme ≤ 2 ans	269	94,8	116,1	14,9	28,2
+ Comptes sur livret	896	6,9	6,5	4,9	1,7
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	1 165	17,9	20,5	19,9	29,9
Titres d'OPC monétaires	268	3,0	13,0	2,3	17,5
+ Pensions	19	-4,1	-58,6	-7,2	-27,5
+ Titres de créance ≤ 2 ans	45	142,4	107,6	5,4	-2,9
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	333	15,3	12,5	0,5	-12,9
Total des ressources résidentes incluses dans M3	2 909	4,1	3,9	-0,5	-1,9
+ Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	358	19,1	14,5	1,9	-3,7
- Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	78	-11,1	-9,9	-0,1	2,6
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	3 189	5,7	5,1	1,5	-8,3

(a) Données CVS.

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 3 - Contreparties des ressources résidentes incluses dans M3

	Encours (en Mds €)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux (en Mds €) (a)	
		mars-23	févr-23	mars-23	févr-23
EMPLOIS					
Concours au secteur public résident (1)	1 167	2,4	1,5	-0,4	-6,2
dont crédits	211	0,3	-0,6	0,7	0,2
dont titres	956	2,9	2,0	-1,1	-6,4
Concours au secteur privé résident (2)	3 643	4,5	3,9	6,2	-1,1
dont crédits aux ménages	1 719	4,6	4,3	4,3	4,6
dont crédits aux sociétés non financières	1 331	6,9	6,4	3,4	0,1
Concours extérieurs nets (3)	290	-29,9	-31,2	4,7	18,8
Divers (b) (4)	319	17,7	12,9	-10,8	-16,1
RESSOURCES					
Ressources de long terme (c) (5)	2 510	2,2	0,0	0,2	-2,6
Ressources résidentes incluses dans M3 (1)+(2)+(3)+(4)-(5)	2 909	4,1	3,9	-0,5	-1,9

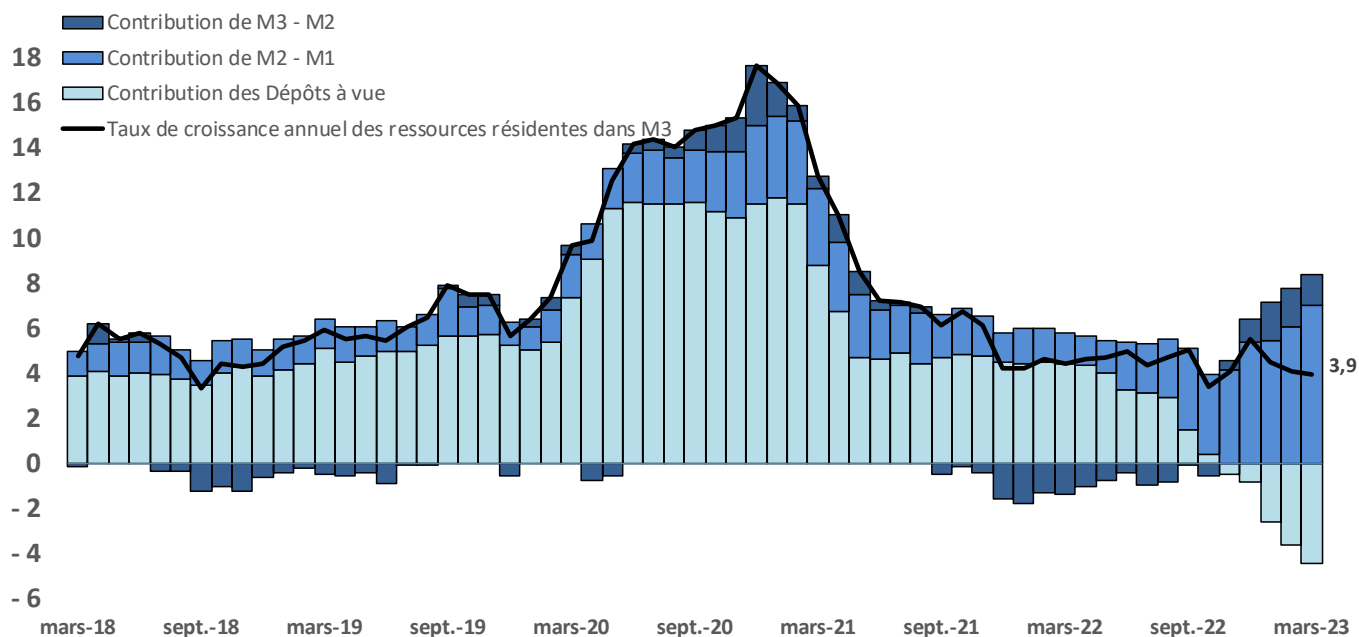
(a) Données CVS.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations).

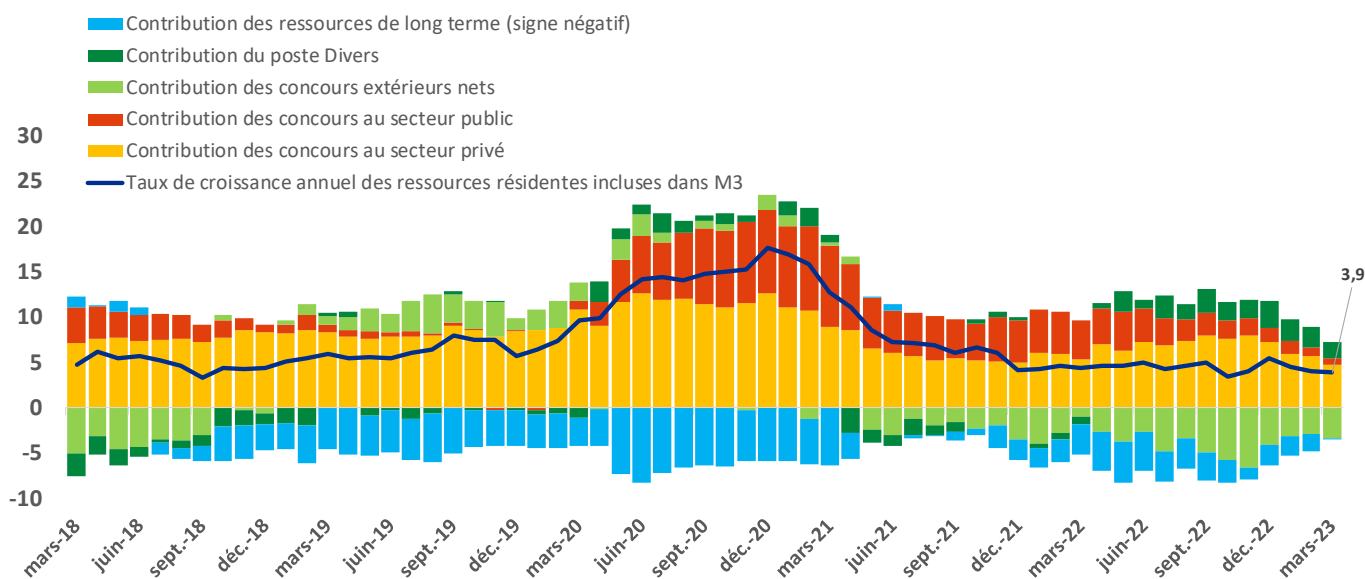
(c) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis à plus de 2 ans, capital et réserves, dépôts des APU centrales.



Contributions à la croissance des ressources résidentes incluses dans M3



Contribution des contreparties monétaires à la croissance des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Complément

Les **ressources incluses dans M3** (hors billets et pièces) sont constituées des placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, fonds de pension, OPC non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (IFM).

Les **institutions financières monétaires** (IFM) comprennent les établissements de crédit, les sociétés de financement, la Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Banque de France.

Les **comptes sur livrets** comprennent les livrets A et bleus, les livrets de développement durable et solidaire, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des NEUCP émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les **concours à l'économie** englobent l'ensemble des financements apportés par les IFM aux secteurs public et privé résidents, sous forme de crédits et de titres (titres de dette et actions).

Les **concours extérieurs nets**, correspondent au solde (créances moins engagements) des opérations des IFM avec le reste du monde.

Les **ressources de long terme** des IFM contiennent le capital et réserves, les titres de dette à plus de 2 ans émis par les IFM, les dépôts de durée supérieure à 2 ans et les dépôts des administrations centrales.

Le poste « **Divers** » englobe le solde des créances et des engagements inter-IFM, le net des autres postes du bilan (produits financiers dérivés, décalages comptables, immobilisations) et la monnaie en circulation.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

Les données d'encours, de taux de croissance annuel, de flux cumulés sur 12 mois publiées dans ce Statinfo sont non corrigées des variations saisonnières, mais les données de flux mensuels le sont.

